VIOLENCES POLICIÈRES

« Je fais le métier de ma vie » : Rémy Buisine, l'image à l'état brut

Il est de ceux qui ont révélé les violences policières grâce à leurs vidéos en direct. Le journaliste au média Brut a été molesté par les forces de l'ordre à plusieurs reprises ces derniers jours. Une exposition qui a convaincu Emmanuel Macron d'accepter une interview.

Par Dominique Perrin

Publié le 03 décembre 2020 à 04h00, modifié le 04 décembre 2020 à 18h49

· Lecture 4 min.





Rémy Buisine lors d'une manifestation contre l'expulsion de migrants, la veille, près de la place de la République à Paris, le 24 novembre. KARIM DAHER / HANS LUCAS

Drôle d'anniversaire pour Rémy Buisine. Le journaliste au média en ligne Brut réputé pour ses longues vidéos en direct de manifestations a eu 30 ans vendredi 27 novembre. Ce jour-là, parmi ses premiers SMS reçus, ni émojis de bougies ni bouteilles de champagne, mais un message d'une major de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), à 9 h 37. Elle l'invitait à la rappeler afin de « convenir d'un rendez-vous pour une déposition ».

« Depuis quatre ans, je me consacre à 100 % au boulot. Je vis seul, je n'ai pas d'enfants, c'est mon mode de vie. » Rémy Buisine

Le lundi 23 novembre, le jeune reporter avait été molesté par la police lors de l'évacuation de migrants

1 sur 3 09/05/2023 16:41

<u>place de la République,</u> à Paris. Des vidéos le montrent à terre, rue du Temple, en train de crier « *Arrêtez!* » à un policier qui lui assène des coups de pied. Jeudi 26, le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, avait indiqué sur France 2 que Rémy Buisine n'avait pas « *souhaité répondre aux questions* » de l'IGPN. « *C'est bien évidemment faux, je reste à la disposition des enquêteurs dans les plus brefs délais* », avait répondu le journaliste sur Twitter. D'où ce petit SMS d'anniversaire.

Rémy Buisine fait partie des journalistes de terrain qui ont révélé les violences policières grâce à leurs images. Comme eux, il se sent directement visé par l'article 24 de la proposition de loi « sécurité globale », qui prévoit de restreindre la diffusion des images des forces de l'ordre. Il craint de ne plus pouvoir travailler librement. « Depuis quelques semaines, c'est plus compliqué d'exercer son métier de journaliste. Les entraves à la presse s'intensifient, mon cas n'est pas isolé. Un journaliste de France 3 et une photographe ont, par exemple, été placés en garde à vue. » C'était le 17 novembre, après un rassemblement contre l'article 24 devant l'Assemblée nationale.

Lire aussi En tête de la fronde contre la loi « sécurité globale », des journalistes nés au cœur des mouvements sociaux

Samedi 28 novembre, Rémy Buisine est prêt pour la marche parisienne des libertés. Dans son sac à dos, son matériel professionnel: stabilisateur pour l'iPhone avec lequel il réalise ses vidéos, batterie portable, casque et brassard siglés presse, masque à gaz contre les lacrymogènes. Pas une seconde il n'a pensé faire une pause après la nuit du 23 novembre. « Depuis quatre ans, je me consacre à 100 % au boulot, avoue-t-il. Je vis seul, je n'ai pas d'enfants, c'est mon mode de vie. »

2 sur 3 09/05/2023 16:41